



Pourquoi l'appui inconditionnel de l'Espagne aux USA dans la guerre contre l'Iraq?

Par [Eduardo Núñez](#)

Mondialisation.ca, 27 mars 2003

www.globalresearch.ca 19 décembre 2005

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

Depuis que, de nouveau, les tambours de guerre vont commencer à résonner au Moyen-Orient, nous sommes nombreux à nous demander pourquoi l'Espagne s'est constituée en allié inconditionnel des U.S.A (États-Unis). Au-delà des réponses simplistes à caractère politique ou personnel auxquelles les médias nous ont habitués, il est important de passer du secondaire au principal, de l'apparence au fond. Nécessairement ce passage, dans le contexte de la société capitaliste contemporaine, ne peut pas être autre chose que l'étude des intérêts économiques des différents blocs impérialistes. Dans ce sens, dans les dernières décennies, l'Espagne s'est progressivement introduite parmi les pays d'une plus grande influence économique sur la scène mondiale. Récemment Carlos Checa, stratège et conseiller du président Clinton pendant son dernier mandat, affirmait en parlant d' Aznar: « Il joue gros jeu. Il veut que l'Espagne dépasse son statut de puissance régionale latino-américaine pour se transformer en l'une des grandes » 1. En effet, au-delà des désirs, des aspirations et des rêves d'Aznar, la conclusion qu'il convient de retirer de cette affirmation est que l'Espagne est une puissance émergente qui aspire à une place dans la lutte pour le partage des secteurs d'influence économique.

Le conflit au Moyen-Orient nous offre toute une série de données et de pistes qui nous permettent d'approcher la stratégie politique qu'adopte l'Espagne pour se faire une place parmi les principales économies du monde. Cependant, pour interpréter et conclure correctement, il est nécessaire, à mon avis, de situer quelques aspects importants qui caractérisent l'actuelle situation internationale.

Les intérêts réels des États-Unis dans la guerre

L'entrée dans le XXIème siècle se voit déterminée par la crise structurelle capitaliste qui a débuté en 1974. Actuellement, les principales économies industrielles, le Japon, l'Union Européenne et les États-Unis se trouvent dans une profonde récession économique. Cette crise économique, contrairement à des crises précédentes, s'est trouvée aggravée parce que l'économie japonaise stagne depuis le début des années quatre-vingt-dix, ainsi que par le débordement de l'économie fictive associée aux valeurs technologiques aux États-Unis et en Europe.

Après la chute des pays socialistes et l'écroulement de l'URSS, toute la décennie quatre-vingt-dix a été caractérisée par le recours à la guerre considéré par les USA comme seule voie possible pour résister aux crises cycliques du capitalisme. L'actuelle escalade de guerre répond à la nécessité de retarder encore une fois la crise redoutée qui, selon de nombreux experts, peut être d'une dimension supérieure à celle des années trente du siècle

passé.

La crise des USA donne la mesure de l'agonie économique internationale. La disproportion spectaculaire entre l'économie financière et l'économie productive, le déficit de la balance des paiements, la chute de l'indice boursier des valeurs technologiques, l'augmentation du chômage et des inégalités sociales, sont quelques unes des caractéristiques fondamentales de la crise américaine.

Mais, pourquoi les USA ont-ils recours à la guerre pour résoudre la crise?

La guerre contribue à prolonger l'essor de l'économie américaine et à retarder la crise attendue. Chaque guerre initiée par les USA au Moyen-Orient a été suivie par une hausse du prix du pétrole. L'augmentation du prix de ce combustible a fait augmenter spectaculairement les bénéfices des principaux monopoles du pétrole et a fortifié le dollar dans le système monétaire international. L'hégémonie du dollar est vitale pour compenser le bilan des paiements déficitaire des USA, une attaque contre le dollar pourrait déclencher une réaction en chaîne de conséquences économiques désastreuses et incalculables.

C'est aussi une guerre contre l'Union Européenne

Dans ce contexte de crise, le contrôle du pétrole est une solution clef pour les USA puisqu'il assure leur hégémonie relativement au Japon et à l'Union Européenne.

Les justifications données par la Maison Blanche pour engager la guerre contre l'Irak manquent de tout fondement rationnel. Un des prétextes consiste à attribuer une importance disproportionnée au pétrole irakien sur le marché international. Dans cette hypothèse il y aurait le danger d'un possible effondrement énergétique en occident ou d'une montée spectaculaire du prix du pétrole si le gouvernement de l'Irak décidait unilatéralement d'arrêter ses exportations. Cet argument tombe de lui-même quand ont eu lieu, pendant toute la décennie quatre-vingt-dix jusqu'à aujourd'hui, les bombardements « chirurgicaux » anglo-étasuniens. Un autre des arguments les plus utilisés a été celui des armes de destruction massive irakiennes. Cet argument dans la bouche d'un pays qui pour l'année passée 2002 a eu un budget militaire de 366.000 millions de dollars, une somme très supérieure au total des dix pays suivants qui dépensent le plus en armement, est, tout au moins, d'un cynisme extrême. L'Irak n'a aucun potentiel militaire, il ne peut pas en avoir après douze années de bombardements systématiques et d'inspections qui n'ont pas trouvé une seule preuve pouvant donner force à une telle accusation. Scott Ritter lui-même, inspecteur des Nations Unies pendant 1997 et 1998 qui a ouvertement reconnu son activité d'espionnage au service des USA. pendant ses inspections, n'a jamais osé affirmer l'existence de telles armes.

Le plus gros de la consommation interne de pétrole aux États-Unis provient du Vénézuéla, du Canada et du Mexique. Par conséquent, il n'existe pas de dépendance directe des USA envers le pétrole de l'Iraq, de plus, l'importance de ce pétrole a été relativisée après la chute de l'URSS et dans la mesure où progressait l'implantation de multinationales nord-américaines comme Chevron-Texaco dans les gisements de la Caspienne et la région de l'Eurasie.

Mais alors, quelle est la finalité de la guerre en Irak?

L'Union Européenne avec une économie plus dynamique et plus vigoureuse que la nord-américaine est en train de devenir le principal concurrent des USA . L'UE, à la fin 2004, quand les nouveaux états membres se seront incorporés,

en plus de la Grande-Bretagne et des pays scandinaves, sera devenu un marché de 450 millions de personnes face aux 280 millions de nord-américains, le PIB (Produit Intérieur Brut) européen dépassera largement le nord américain.

En outre, les USA sont en train de prendre durement des coups en Amérique latine dans la mesure où l'application de l'ALCA est freinée. Le renforcement de Chávez au Vénézuéla après le coup d'état manqué en avril de l'an passé, la résistance du soulèvement en Colombie face au Plan Colombie, l'arrivée au pouvoir de Lula au Brésil et l'accroissement des mouvements révolutionnaires dans toute l'Amérique Latine ne contribuent pas à la consolidation des intérêts impérialistes américains en Amérique Latine et, par conséquent, affaiblissent leur potentiel dans le panorama international.

Revenons au conflit du Moyen-Orient. Où vont les 10 pour cent des réserves de pétrole mondial?, c'est-à-dire, où va le pétrole de l'Irak?

La majorité du pétrole irakien a pour destination l'Europe, surtout la France et l'Allemagne dont les économies sont le principal moteur de l'UE, et du Japon. Les USA. savent qu'en contrôlant le pétrole irakien ils assurent leur hégémonie mondiale et leur domination sur l'UE et sur le Japon. La position de la France contre la guerre ne relève pas de mentalités pacifistes mais du fait qu'elle voit mise en danger sa position économique dans la région, beaucoup mieux affirmée que celle des USA.

Avec la guerre, les USA cherchent à éliminer et à apaiser ce qui sera, sûrement, son futur plus fort concurrent, l'Union Européenne. Cette stratégie passe par l'élimination de la concurrence dans l'industrie du pétrole et par la garantie du monopole des entreprises nord-américaines et anglo-saxonnes, d'Exxon-Mobil, Chevron-Texaco et BP-Amoco. De cette façon, à son tour, cela contribue à renforcer le dollar et à affaiblir l'euro. Un euro fort et un possible passage à l'euro des pays de l'OPEP pourraient constituer une attaque sur le dollar avec des conséquences inimaginables.

L'Espagne se démarque de ses alliés naturels

Les alliés naturels de l'Espagne, suite au processus de convergence européenne, sont dans l'Union Européenne. C'est là une question stratégique, à long terme, pour le capitalisme espagnol. Mais si cette prémisse est certaine comment est-il possible de comprendre l'alignement d'Aznar sur les USA?

Jusqu'à présent les USA ont démontré à plusieurs reprises qu'ils peuvent diviser l'UE. Pendant la guerre de Yougoslavie ceci est arrivé à plusieurs reprises et, maintenant, dans le conflit du Moyen-Orient cela se voit à nouveau. La stratégie américaine passe par l'utilisation des conflits d'intérêts entre les états membres de l'UE pour prendre sa part du gâteau, fortifier ses positions et, au passage, affaiblir l'Europe.

Dans le récent conflit du Moyen-Orient, l'Espagne s'est démarquée des positions des deux moteurs de l'UE, la France et l'Allemagne, pour faire prévaloir et renforcer ses intérêts régionaux.

Une division de l'UE est-elle possible? Jusqu'à quand les USA vont-ils pouvoir utiliser les contradictions existantes au sein de l'UE?

Cependant, ce point faible théorique paraît temporaire dans la mesure où le processus de convergence européenne avance et unifie les intérêts des états européens qui composent l'UE. A la fin, tous les intérêts économiques en jeu, y

compris ceux de l'Espagne, passeront, inéluctablement, par la défense du projet commun européen, par la construction de l'Europe impérialiste capable de faire face aux USA.

Les intérêts du capitalisme espagnol, alliance à court terme pour les USA.

L'alliance de l'Espagne avec les USA. est tactique, à court ou moyen terme, et répond, d'une part, à la tentative de renforcer ses intérêts régionaux en Amérique latine où Repsol-YPF est le deuxième plus grand investisseur du monde et, d'autre part, à élargir vertigineusement les bénéfices de la principale entreprise énergétique espagnole.

Nous avons fait référence à la manière dont la hausse du prix du pétrole en temps de guerre fait augmenter les bénéfices des grands monopoles pétroliers. Observons le tableau 2 suivant correspondant aux années 1999 et au premier trimestre 2000, pendant lesquels l'Irak était attaqué au moyen des bombardements dits « chirurgicaux ».

**Compagnie pétrolières Bénéfices premier semestre de 2000
Accroissements en 1999**

Exxon-Mobil 7500 116%

Shell-Royal Dutch 6106 87%

BP-Amoco-Arco 6317 197%

Total Fina - Elf 2971 165%

Texaco 1199 154%

Chevron 2247 218%

Repsol - YPF 1144 303%

- en millions de dollars

Source: El periódico, 11-9-2000

Le tableau parle de lui-même; il est clair que Repsol-YPF profite de la guerre, le pourcentage de la troisième colonne, qui exprime l'accroissement des bénéfices, est, même, plus grand que celui de la géante américaine héritière Standard-Oil, Exxon-Mobil, ou celui de la BP-Amoco-Arco anglo-étasunienne.

Le lecteur attentif, après avoir regardé le tableau précédent, va réfléchir:

« Oui, mais, par exemple, la géante franco-belge TotalElfFina reçoit aussi des bénéfices avec la guerre et, par contre, maintenant la France et la Belgique se montrent opposées à la guerre. Comment peut-on expliquer cela? »

La réponse est simple. Durant les dernières années la France et la Belgique avaient obtenu d'avantageux contrats pétroliers avec l'Irak de l'ordre de 20.000 millions de dollars. Ces contrats plaçaient la France et la Belgique dans une situation avantageuse par rapport aux USA. Mais, les multinationales américaines ne sont pas disposées à respecter les affaires faites par la

bourgeoisie franco-belge, c'est là l'origine du divorce entre les deux blocs. Le « non » à la guerre de la France et de la Belgique ne relève pas d'esprits pacifistes, mais du fait que ces deux états voient dans leur « non » à la guerre la possibilité de continuer à augmenter leurs bénéfices dans de meilleures conditions.

Ce fait est important, parce que l'argument des « bénéfices en temps de guerre », tout court, n'explique pas à lui seul les positions tenues dans la guerre par chacune des puissances. Les contrats signés, durant les dernières années, par TotalElfFina avec le gouvernement irakien ne vont pas être respectés par les USA, mais les intérêts de la multinationale espagnole Repsol-YPF vont l'être. De là la différence des positions au sein de l'Union Européenne.

Mais, apparemment il n'y a pas que Repsol-YPF qui va tirer parti de cette guerre, la une de La Vanguardia du 18 mars 2003 dit: « Des firmes espagnoles peuvent avoir des contrats pour reconstruire l'Irak », « Une banque américaine cite ACS, Ferrovial et Dragados comme possibles bénéficiaires » 3. Dans l'information on peut lire comment Ken Rumph, analyste de Merrill Lynch à Londres, place les constructeurs espagnols et britanniques dans de meilleures conditions que les entreprises françaises pour faire des affaires, une fois la guerre finie.

L'Espagne profite aussi en tant que puissance régionale en Amérique Latine dans la mesure où elle collabore avec les USA. La pénétration du capital espagnol en Amérique latine tout au long de la dernière décennie a été spectaculaire. Les prescriptions de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International pour les économies nationales de l'Amérique latine ont permis l'achat, à des prix ridicules, des principales entreprises publiques par les multinationales espagnoles. Dans ces conditions Repsol-YPF commerce dans neuf pays latino-américains, Téléfonica dans sept, Endesa dans douze, Gas Natural dans cinq et les banques BBVA(Banco Bilbao Viscaye Argentaria) et BSCH(Banco Santander Central Hispano) dans 11 pays. Union Fenosa, Agbar (Aguas de Barcelone), Endesa contrôlent l'eau, le gaz et la distribution de l'électricité dans la majorité des capitales latino-américaines. YPF, entreprise argentine d'énergie financée avec des fonds publics, a été vendue par Menem à Repsol à un prix dérisoire.

Le capitalisme espagnol en Amérique latine a besoin des USA pour consolider ses intérêts dans la zone. Dans un climat d'instabilité économique croissante, de montée des mouvements révolutionnaires et des luttes populaires, l'Espagne dépend du leadership militaire nord-américain, entre autres, dans l'application du Plan Colombie. Ce plan contre-insurrectionnel a pour but d'éliminer la guérilla colombienne des FARC, qui pourrait être le prélude à une agression contre le Vénézuéla. Cette stratégie américaine a été résumée par Coverdell, sénateur conservateur rapporteur du Plan Colombie en avril 2000, avec sa célèbre phrase: « Pour contrôler le Vénézuéla il est nécessaire d'intervenir militairement en Colombie » 4.

Le 25 février de l'année actuelle Joaquin Almunia, député du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol), écrivait dans le quotidien La Vanguardia: « la politique d'Aznar nous place à la périphérie du projet européen, et met en péril nos intérêts en Amérique Latine et en Méditerranée... Qu'obtiendrons-nous en échange d'un revirement aussi brutal et inexplicable en politique extérieure? ... La collaboration du FBI et de la CIA dans la lutte contre le terrorisme? » 5.

L'éphémère ex-secrétaire général des socialistes ne tombe juste dans aucune de ses considérations. S'il est bien vrai que la politique d'Aznar place l'Espagne à la périphérie du projet européen, ceci est seulement temporaire, c'est quelque chose de momentané, la convergence européenne n'a pas de marche-arrière. La question de la collaboration en matière de « sécurité » avec le FBI et la CIA, même s'il est très possible qu'elle soit assurée et pas surprenante,

ne cesse pas d'être une réponse simpliste qui n'arrive pas au fond de la question. Or, c'est précisément dans la question clef que Almunia ne voit pas clair du tout. La stratégie du gouvernement espagnol loin de mettre en péril les intérêts de la bourgeoisie espagnole en Amérique Latine, les consolide. L'Espagne a besoin des USA pour être renforcée dans le cône sud qui est, précisément dans ce secteur, où l'Espagne est une importante puissance économique.

Continuer à organiser la résistance contre la guerre...

Le conflit en Iraq est une guerre impérialiste de rapine, une guerre pour le contrôle des ressources pétrolifères, une guerre qui a son origine dans la crise capitaliste. Les USA veulent éliminer leur son sacrosainte « libre concurrence » au Moyen-Orient pour neutraliser ainsi leur concurrent le plus immédiat: l'Union Européenne.

La principale victime de cette guerre est le peuple irakien. Les travailleurs du monde entier, en général, et des principaux blocs impérialistes, tant de l'Union Européenne que des USA, en particulier, ne retirent aucun bénéfice de cette guerre.

Le capitalisme conduit à la guerre d'une manière inévitable. Les contradictions entre les différents blocs impérialistes (USA, UE et Japon) vont s'accroître en période de crise. Ce sont les travailleurs, indépendamment de leur nationalité ou de leur origine, qui vont souffrir des conséquences de la guerre. Il est nécessaire de continuer à organiser la résistance, de continuer à combattre contre le capitalisme.

Notes

1. La Vanguardia, 27 février 2003
2. El Periódico, 11 septembre 2000
3. La Vanguardia, 18 mars 2003
4. Rapport du Plan Colombie au le sénat des USA en avril 2000.
5. La Vanguardia, 25 février 2003

Copyright Eduardo Nunez 2003. For fair use only/ pour usage équitable seulement .

La source originale de cet article est www.globalresearch.ca
Copyright © [Eduardo Núñez](http://www.globalresearch.ca), www.globalresearch.ca, 2003

Articles Par : [Eduardo Núñez](http://www.globalresearch.ca)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca